

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: MADAGASCAR
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL ANNUEL
DATE DE RAPPORT: 12 NOVEMBRE 2018

Titre du projet: Institutions Démocratiques, Intégrés, Représentatives et Crédibles (IDIRC) Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/00101787	
Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): PNUD, HCDH, UNESCO Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Ministère de la Justice ; Ministère de la Communication et pour les Relations avec les Institutions (MCRI) ; Bureau Indépendant Anti-Corruption, (BIANCO) ; Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) ; Service des Renseignements Financiers (SAMIFIN) ; Assemblée Nationale ; Sénat ; Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme (CNIDH) ; Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) ; Organisations de la Société Civile (OSC) ; Médias	
Date de début du projet¹: 01/09/2016 Durée du projet en mois : ² 24	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): PNUD : \$ 1 100 000 HCDH : \$ 450 000 UNESCO : \$ 450 000 : \$ Total: 2 000 000 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	
Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: 1 EN TOTALITE	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Herizo Randriamampianina coordonnateur du projet IDIRC

Rapport approuvé par: Les agences PNUD, HCDH, UNESCO

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: oui

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport:

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Les réalisations sont à 85%. La majorité des actions sont en cours de mise en oeuvre, quelques-unes sont achevées. Le Pôle Anti-corruption (PAC) d'Antananarivo est fonctionnel; le recrutement pour le PAC de Tamatave est en cours. La commission de réforme pour l'intégrité judiciaire (CRIJ) a initié quelques projets de réformes. Le projet de texte sur la protection des dénonciateurs de corruption est rédigé.

La CNIDH est opérationnelle et a acquis sa notoriété au niveau national. Sa demande d'accréditation est déjà déposée. Actuellement, 84 plaintes pertinentes sont recensées. La population utilise de manière accrue son droit d'accès aux documents administratifs et institutionnels : 108 responsables des 31 centres identifiés ont été formés de 2017 à 2018, 15 parmi eux ont bénéficié d'une dotation en équipement. Deux journées porte-ouverte des CDI ont été réalisées avec des visuels pour renforcer la visibilité des centres. Quelques 100 journalistes formés, 4 éditions du magazine d'investigation Trandraka avec 18 000 exemplaires partagés. Des outils pour améliorer la collaboration entre les journalistes et les Forces de Défense et de sécurité ont été développés à la suite des tables-ronde. Ces outils sont en cours de validation par les ministères concernés. e Sud, dix radios de proximité dans le sud ont bénéficié d'une série de renforcement de capacités et d'un appui financier pour produire des émissions sur la paix et la redevabilité. Les émissions sont en cours de diffusion

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Ce qui a été très intéressant dans ce projet est l'optimisation des acquis qui sont utilisés pour atteindre d'autres résultats :

- L'officialisation de la commission pour la réforme de l'intégrité judiciaire à travers un arrêté ministériel a renforcé sa notoriété et a facilité sa collaboration avec les autres instances au sein du MINJUS sur la mise en oeuvre des actions innovantes comme le projet pilote "transparence des nominations et redevabilité des chefs de juridictions" dont la zone pilote est Antsirabe
- Le projet a d'abord renforcé les centres de documentation et d'information et c'est à travers ce réseau qu'on a ensuite diffusé le magazine Trandraka. De cette manière, on a renforcé leur visibilité et leur rôle en même temps que la distribution du magazine au grand public. A travers ce projet, il a été possible de mettre à la disposition du grand public et de porter à leur connaissance l'existence des documents dans les différents

centres d'information. Par ailleurs, le magazine Trandraka est d'une importance capitale pour les journalistes car à travers ce dernier, ils ont pu s'exprimer de manière libre, sans subir de pression, les résultats de leur investigation. A travers les radios dans les coins les plus reculés du Sud de Madagascar les informations et la sensibilisation ont pu être diffusées aux communautés selon le dialecte local.

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Ce progrès peut se mesurer à travers : le renforcement du système anti-corruption dont l'opérationnalisation du pôle anti-corruption à Antananarivo ; la proposition pour appuyer l'intégrité du système judiciaire ; la commission nationale indépendante de droits de l'homme (CNIDH) qui dénonce et investigate les violations des droits humains ; Le projet a soutenu la création et l'édition du magazine d'investigation Trandraka qui est le premier du genre à Madagascar: il dénonce les cas de corruption ou de mauvaise gouvernance en montrant leurs effets négatifs sur la vie de chaque citoyen et le tissu social. Par conséquent, ce magazine incite à la réduction des mauvaises pratiques qui sont souvent les sources de frustration et de violence réelle ou symbolique. Le magazine Trandraka est cité comme bon exemple d'une plateforme de liberté d'expression responsable.

Un guide de communication et un protocole d'accord entre les Forces de défense et de sécurité et les journalistes sont développés. Le guide de communication contient les organigrammes et coordonnées des responsables de la communication au sein des trois ministères chargés de la sécurité, et celles des membres du bureau de l'Ordre des Journalistes. Il offre également des consignes de sécurité pour les journalistes. Ce guide est complémentaire au Protocole d'accord qui officialisera et améliorera la collaboration entre les journalistes et les Forces de défense et de sécurité

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

La porte ouverte du parlement a permis aux responsables locaux et le citoyen de connaître le fonctionnement du Parlement et leurs rôles. C'est aussi une opportunité d'échanger directement avec leurs parlementaires.

Citation du Sénateur Manjany : "C'est une opportunité d'échanger avec la population pour clarifier les raisons d'être du Parlement, notamment du système de bicamérisme comme garant de la démocratie et de l'équilibre des pouvoirs. Quels sont les avantages pour le pays ? Et pourquoi ? ».

En termes de renforcement de capacités, les participants ont une très bonne appréciation car non seulement celles-ci étaient d'une importance capitale, mais elles ont également apporté des acquis considérables tant pour les responsables des centres de documentation et d'information, que pour les journalistes professionnels.

La citation de Ratsimbazafy Perle, journaliste à la radio catholique Tsiry Fianarantsoa, sur le journalisme d'investigation: "Cela fait huit ans maintenant que j'exerce le métier de journaliste, et c'est la première fois que je participe à une formation sur le journalisme d'investigation. Cela m'a beaucoup aidé dans la publication des faits véridiques et dans la collecte d'information auprès des sources. Cela m'a permis d'évoluer considérablement sur le plan professionnel."

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le défi principal est la situation politique à Madagascar. L'évènement du 21 avril initié par les députés de l'opposition a engendré le changement du Gouvernement. Avec la nomination de nouveaux ministres, bon nombre de points focaux du projet IDIRC ont été remplacés et il a fallu expliquer le projet aux nouveaux responsables. Cela a eu comme conséquence un ralentissement des activités.

L'instabilité politique a aussi compliqué l'implication des parlementaires dans les émissions radios dans le Sud et dans l'adoption du projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites. De même, malgré la sensibilisation, l'enthousiasme des parlementaires à s'affilier au réseau des parlementaires Africains contre la corruption (APNAC) est encore faible. Le contexte électoral constituait également un défi car cela perturbait quelque peu la concentration des journalistes dans les formations et la production des émissions radios.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1. Article sur les portes ouvertes du parlement à Majunga :
<http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/pressreleases/2018/le-parlement-a-mahajanga---unis-dune-meme-voix-pour-etre-proche-.html>
2. rapports sur le taux de fréquentation des centres de documentation et d'information
3. rapports illustrés sur les formations sur le journalisme d'investigation
4. rapports illustrés sur la formation des CDI
5. rapports illustrés sur les table-ronde entre journalistes et forces de défense et de Sécurité
6. coupon-réponse du public suite à la lecture du magazine Trandraka
7. lien u-tube du DVD volume 1 du projet
8. Rapport et article sur la 3e formation sur le journalisme d'investigation
9. Rapport et article sur la 4e formation sur le journalisme d'investigation
10. Rapport et article sur les formations des radios dans le Sud
11. Article sur la publication du magazine Trandraka 3
12. Guide d'action de lutte contre la corruption pour les parlementaires
13. Rapport de suivi du projet
14. Communiqué des organisations de la société civile sur l'élection des membres du CSM

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Le Pôle anti-corruption est opérationnel (PAC) pour Antananarivo. Sur les trois premiers mois d'existence, le PAC a traité 169 dossiers dont 148 hérités de l'ancien Chaine Pénale Economique et Anti- Corruption(CPEAC). En fin septembre, il y a eu 3 jugements prononcés et 106 affaires en cours. Pour le 2e PAC à Tamatave le recrutement du personnel est en cours. L'utilisation de services du BIANCO pour dénoncer la corruption a connu aussi une augmentation de 26.82 % par rapport à 2016. Deux initiatives appuyées par le projet sont prises au niveau du MINJUS pour que les mécanismes de contrôle interne soient efficaces grâce notamment à un projet en cours "culture d'excellence". Ce dernier va primer les juridictions méritantes selon des critères établis.

L'évaluation par les justiciables des actions entreprises au niveau de la juridiction d'Antsirabe, une juridiction pilote, mise en œuvre par la Commission de la Réforme de l'Intégrité Judiciaire (CRIJ). L'évaluation proprement dite de ces deux initiatives se tiendra au cours du premier trimestre 2019.

Cependant l'attente de l'adoption du projet de loi sur le recouvrement des avoirs , actuellement au niveau du parlement, pourrait perturber l'efficacité du système dans son ensemble. Malgré ces efforts non négligeables le pays a reculé de 2 points sur l'indice de la perception de la corruption en 2017 par rapport à l'année 2016.

Faisant suite à l'atelier d'échange entre les parties prenantes sur le mécanisme de protection des dénonciateurs en collaboration avec l'UNODC, actuellement, un comité technique a finalisé la rédaction du texte de loi sur la protection des témoins. Le projet de texte définitif sera proposé en conseil du nouveau gouvernement

Résultat 2: Le contrat social entre la population et l'Etat est renforcé, en améliorant la confiance et la redevabilité mutuelle, l'inclusivité et la transparence des organes de redevabilité malagasy

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Depuis sa mise en place officielle la CNIDH a gagné progressivement en notoriété. Suite aux actions de plaidoyer et de suivi menées dans le cadre du projet IDIRC, l'Etat a octroyé un local servant de siège à la CNIDH ; Son budget est inscrit systématiquement depuis 2017, 2018 et pour 2019 dans les lois de finances successives.

Ses interpellations et communiqués réalisés de manière objective ont apporté l'effet d'apaisement escompté. Elles contribuent d'une manière significative à bâtir une culture de tolérance, ce dans le respect des normes et standards internationaux relatifs aux droits humains. Elle a émis des avis dans les situations de violations de droits humains mais aussi sur les projets de lois électorales en vue d'éviter une nouvelle situation de crise. Ainsi, 25 communiqués de presse sur la situation des droits de l'homme ont été publiés dont deux ont reçu des réponses immédiates de la part du Gouvernement, à savoir l'annulation de l'examen au sein de l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes ainsi que la prorogation du délai de conversion des permis de conduire biométriques qui ont fait l'objet de dénonciation de corruption.

Actuellement, elle a recensée et investiguée plus de 84 dossiers pertinents dont 04 cas d'autosaisine : Antsakabary, Maroantsetra, Vohilava Mananjary, Brickaville ; et 07 missions d'investigations sur terrain conduites à la suite de plaintes et signalements reçus par la Commission.

Le premier rapport d'activités de la CNIDH a été présenté devant les deux Chambres du Parlement en novembre 2017 et le 2e rapport le sera en début décembre 2018.

La vulgarisation de son mandat a été faite dans les 22 régions de Madagascar à travers les campagnes de sensibilisation. 5.500 personnes, dont 3.000 femmes, dans 22 régions sont touchées par les actions de sensibilisation. Ces rencontres ont également permis d'identifier les principales problématiques de chaque région.

Elle a participé aussi aux réunions et aux activités stratégiques aux niveaux international et régional :

- De la Global Alliance of National Human Rights Institutions (GANHRI),
- Conférences annuelles, Genève, mars 2017, février 2018
- Participation à la célébration du 25ème anniversaire des Principes de Paris et de GANHRI

Cette année 85 parlementaires ont été sensibilisés sur les missions et les avantages d'adhérer parmi le réseau africain de parlementaires anti-corruption (APNAC). Cependant l'évolution du contexte politique qui a été traduite par la manifestation de députés de l'opposition en avril – Mai n'a pas permis d'approfondir cette alliance. Néanmoins, cette année 1096 personnes dont la majorité des femmes et des jeunes ont pu participer à la 3e édition des journées portes ouvertes du parlement à Majunga. Un évènement très apprécié par les jeunes et les citoyens en général car ceci leur a permis entre autres d'échanger avec les parlementaires sur les problématiques au niveau régional et de clarifier aussi les textes de lois sur l'élection

Résultat 3: La population est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:
on track with significant peacebuilding results

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Nous avons constaté une augmentation significative de la consultation des documents publics dans les centres d'information et de documentation. En effet, il y a eu 4 964 personnes qui ont consulté les documents des 31 centres de documentation, dont 15 appuyés en équipement. Ceci grâce à la formation continue de 108 responsables sur des

thématiques de gestion des centres, d'animation et de manipulation du logiciel de documentation. Par ailleurs, le projet a appuyé leur visibilité à travers la célébration de la journée internationale de l'accès universel à l'information en 2017 et 2018.

L'appui au journalisme d'investigation :89 journalistes ont été formés à travers les quatre formations prévues en 2017 et 2018. Faisant suite à cela, 4 numéros du magazine d'investigation Trandraka (dont le 4e en décembre 2018) ont été distribués et mis en ligne.

A l'issue des 4 table-rondes organisées par le projet entre les journalistes et les Forces de défense et de sécurité en 2017 et 2018, le protocole d'accord et le guide de communication sont en cours de validation par les Ministères concernés. Ces outils ont été présentés lors de la conférence régionale sur la sécurité des journalistes organisée par l'UNESCO en Tanzanie en début novembre 2018.

Dans le Sud, suite à une dotation en équipement 34 personnels de radios ont été formés conjointement avec le PNUD, 10 radios de proximité sur la paix et la redevabilité, 10 émissions ont été produites et diffusées abordant les débats et dialogues entre les élus, parlementaires et citoyens sur les sujets clés comme l'insécurité, la redevabilité des parlementaires et élus et les pactes communautaires.

Considérant l'importance du rôle de "pacificateur" des médias pendant les élections :
-71 journalistes dans le Sud ont été formés par le projet sur la prévention de conflit en période électorale. C'est une contribution dans un large programme conjoint avec les agences des Nations Unies en collaboration avec la Commission Electorale Nationale Indépendante qui a formé autour de 200 journalistes dans tout le pays.

- 180 journalistes issus des 6 provinces sont formés sur les techniques d'interpellation responsables basées sur les évidences, les recours en cas de violation des droits de l'homme et sur le monitoring des droits de l'homme en période électorale.

- 02 séries de campagnes menées par 106 jeunes hommes et jeunes femmes scouts et animateurs de quartiers formés sur l'éducation aux droits de l'homme, à la paix et à la citoyenneté, ayant touché 7735 personnes dans 8 quartiers vulnérables.

- 150 moniteurs et monitrices des droits de l'homme en période électorale issus des 22 régions de Madagascar, composés de la société civile, des journalistes, de l'Ordre des avocats, du Conseil du Fampihavanana Malagasy et de la CNIDH, formés sur le monitoring et le reporting en matière de droits de l'homme en période électorale et une structure de veille et de plaidoyer y afférente mise en place sous l'égide du HCDH et de la CNIDH

Résultat 4:

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des	Le projet est mise en oeuvre sous le leadership du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions. Les institutions publiques partenaires ont montré une forte adhésion au projet.
--	--

<p>exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le Ministère de la Défense Nationale, par exemple, a ratifié la Charte d'accès à l'information au mois de mars afin d'appuyer l'accès du public aux informations administratives par le biais des centres de documentation et d'information. Les ministères chargés de la sécurité nationale (Ministère de la Défense, Ministère de la Sécurité Publique et Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie) ont toujours participé aux table-ronde organisés avec les journalistes. Pour chaque session, il y a eu une trentaine d'officiers généraux qui étaient présents contre une vingtaine de présence des médias (rédacteurs en chef et journalistes). Le Ministère de la Défense Nationale et le Ministre de la Sécurité publique ont été présents lors des deux premières sessions.</p>
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le plan de S&E est sur la bonne voie pour certains indicateurs dont le projet est en charge. Les institutions bénéficiaires collaborent étroitement dans la collecte des données.</p> <p>Des ajustements ont été sollicités concernant le plan de S&E du projet, notamment concernant les indicateurs et restent encore à finaliser par le secrétariat technique du PBF et les agences récipiendaires</p> <p>Pour l'appui aux centres de documentations et d'information de l'administration publique, un suivi des statistiques des usagers est effectué tous les trois mois.</p> <p>Pour la consultation du magazine d'investigation, un compte Facebook et un compte email ont été créés pour recevoir les avis du public. En outre, un système de sms broadcast est en cours de mise en place pour collecter l'avis du public.</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La partie mise en oeuvre par le PNUD a bénéficié d'un financement de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale de Madagascar (JICA). Le montant est de USD 22021.20 pour un projet de 3 mois sur la minimisation des risques de corruption dans le projet de développement du Port de Toamasina</p> <p>L'appui à l'endroit de la CNIDH a encouragé les autres parties prenantes à appuyer la Commission notamment l'Union Européenne qui a financé la</p>

	<p>participation de la CNIDH à la réunion annuelle du GANHRI et qui a doté la Commission en matériels informatiques et mobiliers de bureau à l'instar du Gouvernement Suisse. L'ambassade de France a également notifié sa disposition à apporter un appui financier pour le fonctionnement de la CNIDH si les conditions administratives requises pour la réception des fonds sont réunies. L'Association Francophone des Commissions Nationales de Droits de l'Homme a également financé la participation de la CNIDH à un atelier sur les droits de l'enfant à Abidjan en novembre 2017 ainsi qu'à une rencontre consacrée aux droits des personnes migrantes.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Dans le domaine des médias, le projet a permis d'établir une base de collaboration avec les Forces de défense et de sécurité qui sont souvent en conflits avec les journalistes. Le guide de communication et le protocole d'accord sont des outils pratique pour améliorer d'une manière transparente les relations entre les Forces de défense et de sécurité et les journalistes</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La stratégie de durabilité a été intégrée depuis la phase de démarrage du projet à travers notamment la mise en place d'un cadre institutionnel et structurel solide pour ce qui concerne la CNIDH et la documentation systématique des acquis. En ce qui concerne les actions d'éducation et de sensibilisation, un pool de jeunes formateurs spécialisés en droits de l'homme, composés de jeunes issus de différentes régions a été mis en place non seulement pour appuyer la mise en œuvre du projet mais également en vue de la pérennité de l'action à travers un transfert de compétences.</p> <p>Une mobilisation de fonds pour continuer l'édition du magazine d'investigation a été commencé. La stratégie adoptée a aussi été le renforcement de capacités pour les journalistes, les responsables des centres de documentation et les responsables des radios dans le Sud, afin qu'ils puissent devenir autonomes et capables de pérenniser les acquis à la fin du projet.</p>
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>La coopération et l'implication du Comité de pilotage ont été priorisées pour la résolution des risques qui menaçaient l'atteinte des résultats.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou</p>	<p>Le choix des participants pour les différentes formations en investigation considère toujours la dimension genre. Pour les 3 formations réalisées</p>

<p>d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>pour les centres de documentation, il y a eu 41 femmes sur les 108 responsables formés. Pour les journalistes, il y a eu 42 femmes sur les 89 formés sur l'investigation, et 22 femmes sur les 71 journalistes formés sur la prévention de conflit en période électorale.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le PBSO a accordé une extension du projet pour six mois</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 La lutte contre la corruption à Madagascar est renforcée en efficacité	Indicateur 1.1 Proportion de la population malgache dont la perception sur la lutte contre la corruption est améliorée	3 Malgaches sur 4 affirmaient que la corruption avait augmentée en 2014 (afrobaromètre)		Les enquêtes sont en cours		L'indice de perception de la corruption (IPC) montre que le pays a perdu 2 points d'indice par rapport à 2016 en 2017 respectivement 28/100 et 24/100
	Indicateur 1.2 % de dossiers liés à la corruption qui aboutissent à une soumission aux PACs				le premier PAC a été inauguré en juin 2018 les données disponibles ne peuvent pas encore renseigner cet indicateur	
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Les institutions nationales de	Indicateur 1.1.1 Nombre de PAC opérationnels	0	3	1 à Tana et 1 en cours	La mise en place des PAC a été faite d'une manière progressive.	le PAC de Tamatave sera fonctionnel en considérant le temps restant pour

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
lutte contre la corruption, y compris la Justice, assurent leur mandat avec efficacité et intégrité	Indicateur 1.1.2 Nombre de décisions communément prises lors des réunions de coordinations entre le BIANCO, CSI, SAMIFIN. 0	0	5	2	les 2 décisions : clarification des rôles des entités et Mise en place de la Plateforme numérique pour une Base des Données Communes	l'extension du projet
	Produit 1.2 L'impunité est réduite à travers le renforcement des mécanismes de contrôle interne de la Justice, le renforcement des capacités, des cadres légaux et institutionnel	Indicateur 1.2.1 Operationalité de l'agence de recouvrement	non	effective	non	Le projet de loi sur les recouvrement des avoirs qui encaadre la mise en place de l'agence n'est pas encore adopté
	Indicateur 1.2.2 Nombre de décisions ou mesures prises par le CSM suite aux missions auprès des TPI	0	10	10	5 magistrats déjà traduits en Conseil de Discipline (CODIS), 3 en cours de procédures de traduction devant le CODIS, 2 ont comparus devant le Conseil et 1 magistrat en complément d'enquête Amélioration de la gestion des carrières des magistrats; meilleur appropriation du nouvel outil de performance	La réunion du CODIS se tiendra en décembre 2018. Donc la mise à jour de cet endicateur sera effectué dans le prochain rapport

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
s						
Produit 1.3 La population est habilitée à utiliser à bon escient les mécanismes de lutte contre la corruption	Indicateur 1.3.1 Nombre de dénonciations de corruption faites à travers la ligne verte ou d'autres mécanismes disponibles au BIANCO	0	100 par mois	283/mois	223/mois. (2016) 283/mois (2017) Augmentation 26,82%	
	Indicateur 1.3.2 Existence d'une stratégie gouvernementale ou d'un plan d'action pour aborder la corruption sexuelle	Non	oui	En cours	Les outils de communication ont été conçus ce qui reste c'est leur multiplication	
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
Résultat 2 Le contrat social entre la population et l'Etat est	Indicateur 2.1 Pourcentage de la population interrogée dans les zones cibles dans				Les résultats des enquêtes ne sont pas encore disponibles	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
renforcé, en améliorant la confiance et redevabilité mutuelle, l'inclusivité et transparence des organes de redevabilité malagasy	le Sud qui déclare avoir une confiance accrue dans l'Etat					
	Indicateur 2.2 Conformité de la CNIDH aux normes et standards internationaux, notamment aux principes de Paris.	non	oui	oui		
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les violations de droits de l'homme sont investiguées et dénoncées	Indicateur 2.1.1 Nombre de plaintes pertinentes de violations de droits de l'homme soumises à la CNIDH et qui reçoivent une réponse dans les mois suivant la plainte	0	150	84		
	Indicateur 2.1.2	0	70%	100%	La valeur de cet indicateur est atteint	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Inclusion (systématique) du budget nécessaire pour le fonctionnement du CNIDH				pour 2017 et 2018.	
Produit 2.2 La culture de la redevabilité des représentants politiques envers la population est renforcée	Indicateur 2.2.1 Pourcentage de Parlementaires déclarant connaître le code d'éthique et de déontologie	0	80%	0	Atelier d'échanges et de partages d'expériences avec APNAC Afrique réalisé Activité avec contrainte vu le contexte actuel	
	Indicateur 2.2.2 Existence d'un chapitre GOPAC/APNAC	non	non	non	Activité avec contrainte vu le contexte actuel	
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					
Résultat 3 Le population	Indicateur 3.1 Nombre de plaidoyers			7	2 en 2017 et 5 en 2018 - dont une association des jeune- Des OSC formés ont mené diverses actions	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
malgache est plus résiliente et participe de façon responsable et informée à la gestion de la chose politique	(responsables/professionnels) lancés par la Société Civile sur les questions touchant à la corruption, droits civiques, politiques.				d'interpellation que ce soit en matière de droits économiques, sociaux et culturels tels que les cas d'accaparement des terres et de représailles à l'encontre des défenseurs de droits humains.	
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 La population utilise de manière accrue son droit à l'accès aux documents administratifs et institutionnels	Indicateur 3.1.1 Taux de consultation des documents publics dans les centres d'information et de documentation ciblés par le projet	0	2000	4964		
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2 Les OSC et les médias	Indicateur 3.2.1 nombre d'articles publiés par les	0	40	32		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
mènent des interpellations et plaidoyers pertinents et responsables	journalistes formés par le projet, sur les thématiques pertinentes à la consolidation de la paix.					
	Indicateur 3.2.2 Nombre de lecteurs qui consultent le journal d'investigation	0	12000			
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					
	Indicateur 4.4.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : Une tranche

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: e budget total a été débloqué en une seule tranche le niveau des dépenses / engagement du projet est à \$ 1 791 077 soit 90 %

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour: \$ 39 300 sont prévues dans le document de projet pour l'étude sur la corruption sexuelle et basée sur le genre et l'élaboration des outils de sensibilisation. Jusqu'à présent le PNUD a dépensé \$ 12845,74

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.